

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO
DEPARTAMENT FEDERAL DA L'INTERN

**Discours du Président de la Confédération
Pascal Couchepin**

**Ouverture du
Sommet mondial sur
la société de l'information**

Genève, 10 décembre 2003

Seule la version orale fait foi

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements,
Monsieur le Secrétaire général de l'Union internationale des
télécommunications,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je me réjouis de vous saluer au nom du Gouvernement suisse à
l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information.

La Suisse est fière d'accueillir ce sommet qui va traiter pour la
première fois à l'échelon international les défis de la société de
l'information.

Aujourd'hui nous célébrons l'inauguration du Sommet mais
aussi la Journée des droits de l'homme, une des préoccupations
majeures des Nations Unies.

Le droit à la liberté d'opinion et d'expression, défini dans la
Déclaration universelle des droits de l'homme, est une des
conditions fondamentales de l'avènement de la société de
l'information. Les technologies de l'information donnent une
chance de promouvoir les droits humains.

Mesdames et Messieurs,

Le développement des nouvelles technologies a bouleversé l'accès à l'information. Cette révolution est partie du monde occidental. Elle doit s'étendre au reste du monde.

En effet, plus de la moitié de l'humanité n'a pas d'accès au téléphone. L'usage de l'Internet est plus restreint encore.

L'impact des progrès technologiques n'est pas homogène. Certains participent à ce mouvement, d'autres choisissent de rester en marge, tandis qu'une partie de la population n'y a tout simplement pas accès.

L'un des objectifs de la Déclaration du Millénaire est de combler le fossé numérique. L'objectif de ce Sommet est de trouver des moyens concrets pour réduire ce fossé entre les personnes intégrées et celles qui sont marginalisées, entre les riches et les pauvres.

Aujourd'hui, c'est aux Gouvernements et à la société civile que je m'adresse. Nous devons encourager durablement et équitablement la révolution de l'information. Nous devons prendre nos responsabilités.

Mesdames et Messieurs,

Il ne faut pas manquer ce rendez-vous de Genève. La fracture numérique est indigne du nouveau millénaire que nous voulons construire.

La communauté internationale doit s'unir pour que l'information soit un bien public. L'accès libre et gratuit à l'information est au cœur du développement. Je suis convaincu que l'information est un carburant du marché et, d'une manière plus large, de la démocratie. Une information transparente consolide la confiance envers les institutions démocratiques.

Mesdames et Messieurs,

Chers collègues,

La Suisse s'engage sur plusieurs fronts pour que le Sommet dégage une vision commune de la société de l'information. Nos négociateurs ont travaillé pour que le Sommet adopte une déclaration et un plan d'action pour réduire le fossé numérique entre pays riches et pauvres.

Les résultats sont encourageants. Certes, toutes les propositions n'ont pas été retenues. Des compromis sont

nécessaires. Des questions resteront ouvertes à la fin de l'exercice. Genève est le début d'un processus. Les discussions vont se poursuivre jusqu'en 2005 à Tunis.

Pour la première fois dans le cadre d'un Sommet, les Nations Unies ont ouvert le dialogue aux membres des organisations non gouvernementales et au secteur privé.

Il y a deux mois, dans ce même endroit, j'ai inauguré TELECOM 2003 en compagnie des professionnels de la branche. Mais il n'y a pas que les aspects économiques et techniques de l'information qui sont importants. Il est aussi temps de s'engager politiquement. C'est ce que nous faisons aujourd'hui.

Nous croyons à ce nouveau dialogue politique. Dans la Déclaration du Millénaire, nous avons voulu que "la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité toute entière". Dans ce but, nous avons adopté une série d'objectifs précis, assortis d'échéances.

Mais proclamer des objectifs ne suffit plus; il faut maintenant les concrétiser. Si les pays riches ne tiennent pas leurs promesses, ils finiront par désespérer les pays pauvres.

Mesdames et Messieurs,

Pour la Suisse, le Sommet de Genève est aussi un lieu de rencontres et d'échanges. Dans ce bâtiment, vous découvrirez des projets, des manifestations et des événements divers. De concert avec l'ONU, l'UIT, la Tunisie, les représentants de la société civile, la Suisse a voulu élargir et approfondir le débat d'idées.

Vendredi, nous adopterons une Déclaration politique et un plan d'action. Ils diront notre volonté de réaliser une société de l'information la plus ouverte possible.

Je vous remercie de votre attention.